

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.373/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 8 mars 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet d'ordonnance "organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 7 mai 2001 l'avis suivant :

ADVIES 31.373/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 maart 2001 door de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "houdende regeling van het administratief toezicht op de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 7 mei 2001 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. La question de la compétence des régions en matière de tutelle sur les zones de police pluricommunales a fait l'objet de l'avis 30.508/VR, donné le 16 novembre 2000 sur une proposition d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale".

Cet avis concluait, en substance, à la compétence des régions pour organiser et exercer la tutelle sur les actes relatifs à la police locale émanant des institutions communales, en ce compris les zones de police pluricommunales, ce contrôle ne pouvant, toutefois, avoir pour objet de vérifier le respect des obligations imposées relativement à la police locale par l'autorité fédérale, dès lors que ce respect fait l'objet d'une tutelle spécifique organisée par la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

2. L'ordonnance en projet entend, comme l'indique son intitulé et son article 2 organiser une tutelle sur les "zones de police", plus précisément sur "les actes en matière d'organisation et de gestion du corps de police local pris par les organes compétents des zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale".

Ce faisant, le projet méconnaît la distinction fondamentale que la loi du 7 décembre 1998, précitée, fait entre les zones uncommunales et les zones pluricommunales.

.../...

Seules ces dernières sont, en effet, dotées de la personnalité juridique (1). Dans les zones de police uncommunales, les autorités compétentes pour l'organisation et la gestion du corps de police locale sont le conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins et le bourgmestre.

La notion de "zone de police" n'a donc pas le même contenu, selon que la zone couvre une ou plusieurs communes. Elle n'a un sens organique que dans le seul cas de la zone pluricommunale. La zone uncommunale est seulement une circonscription territoriale qui coïncide, par définition, avec le territoire communal.

Dans la zone uncommunale, le conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins et le bourgmestre agissent, dès lors, en tant qu'organes de la commune et non en tant qu'organes de la "zone de police", nonobstant le fait que la police locale ne doive pas, contrairement à la police communale, être considérée comme une matière d'intérêt exclusivement communal (2).

(1) Article 9, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998.

(2) Selon la Cour d'arbitrage, la police communale faisait partie des matières relevant de l'intérêt communal (arrêt n° 73/88 du 22 décembre 1988; n° 18/94 du 3 mars 1994), ce qui excluait l'organisation d'une tutelle spécifique par l'autorité fédérale. Des développements et commentaire des articles qui précèdent la proposition de loi qui allait devenir la loi du 7 décembre 1998, il résulte, sans aucun doute possible, que la police locale n'est plus une matière relevant exclusivement de l'intérêt communal (Doc. parl. 1676/1 - 97/98, p.43).

Par conséquent, il n'est pas correct de disposer, comme le fait l'intitulé et l'article 2 de l'avant-projet, que la tutelle est organisée sur les "zones de police". La tutelle s'exerce, en effet, sur les communes, dans les zones uncommunales, et sur les "zones de police pluricommunales" lorsque la zone couvre le territoire de plusieurs communes.

3. L'observation qui précède en appelle une autre, relativement au concours de tutelles qui, dans les zones uncommunales, résulterait de la coexistence de celle organisée par le présent avant-projet avec celle prévue par l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'article 2 de cette ordonnance précise qu'elle "organise la tutelle administrative ordinaire sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale."

La tutelle administrative ordinaire est la tutelle de droit commun, c'est-à-dire la tutelle qui est exercée quand une matière est d'un intérêt exclusivement communal ou quand une matière relève en même temps de l'intérêt communal et d'un intérêt supérieur, sans que le législateur compétent ait jugé nécessaire d'organiser une tutelle spécifique de l'autorité supérieure (3).

(3) Voir dans le même sens les commentaires qui précèdent la proposition de loi devenue la loi du 7 décembre 1998, ainsi que les références doctrinales et jurisprudentielles citées dans ces commentaires (Doc. parl, 1676/1 - 97/98, p.40).

Comme il a été relevé dans l'avis 30.508/VR précité, la tutelle spécifique organisée par la loi du 7 décembre 1998 se limite au contrôle du respect des dispositions prises par ou vertu de cette loi (4). Elle n'a pas pour but d'empêcher que d'autres lois soient violées ou que l'intérêt général soit blessé.

Par conséquent, la tutelle ordinaire organisée par l'ordonnance du 14 mai 1998 peut trouver à s'appliquer à l'égard des actes pris par les autorités communales compétentes en matière d'organisation et de gestion du corps de police locale, pour autant qu'elle n'ait pas pour objet de vérifier le respect des dispositions prises par ou en vertu de la loi du 7 décembre 1998.

La tutelle ordinaire, prévue par le présent avant-projet, ferait donc double emploi avec celle organisée par l'ordonnance du 14 mai 1998, dans la mesure où elle s'appliquerait dans les communes dont le territoire constitue à lui seul une zone de police.

Certes, les considérations qui précèdent ne feraient pas obstacle à l'organisation par la Région d'une tutelle spécifique à l'égard des actes pris par les communes en matière d'organisation et de gestion du corps de police locale, pour autant que celle-ci n'empiète pas sur celle organisée par l'autorité fédérale. Une telle compétence subsidiaire est, en effet, attribuée aux régions par

(4) Articles 66 (pour la tutelle d'approbation), 87, § 1er (pour la tutelle générale), et 89, alinéa 1er (pour la tutelle coercitive), de la loi du 7 décembre 1998.

l'article 7, alinéa 1er, b), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Dans cette hypothèse, la tutelle spécifique primerait celle organisée par l'ordonnance du 14 mai 1998.

En tout état de cause, la tutelle ordinaire étant, comme il a été rappelé ci-dessus, la tutelle de droit commun, il ne se conçoit pas que les mêmes autorités soient soumises à deux législations distinctes organisant chacune une tutelle ordinaire.

4. L'ordonnance du 14 mai 1998 ne s'applique qu'aux institutions communales sensu stricto, et non aux organismes communaux décentralisés, tels que les régies communales autonomes (5). Elle n'est donc pas d'application non plus aux zones de police pluricommunales.

La Région comblerait une lacune en organisant à leur égard la tutelle ordinaire.

Pour ce faire, le législateur régional a le choix entre deux possibilités.

Soit il étend le champ d'application ratione personae de l'ordonnance du 14 mai 1998 aux zones de police pluricommunales, soit il soumet à un régime de tutelle ordinaire distinct les zones de police pluricommunales.

(5) Voir en ce sens C. Molitor et A. Falys, La tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, C.P.D.K., 2000, p. 77.

Par contre, comme les conseils communaux et les collèges des bourgmestre et échevins sont déjà soumis à un régime de tutelle ordinaire, il se conçoit difficilement que les mêmes dispositions aient à la fois pour objet l'organisation d'une tutelle spécifique sur les communes et la tutelle ordinaire sur les zones de police pluricommunales.

Afin de soumettre aux mêmes modalités de contrôle les actes pris en matière d'organisation et de gestion du corps de police locale, que ces actes soient l'oeuvre des communes ou des zones de police pluricommunales, mieux vaut, en principe, étendre le champ d'application de l'ordonnance du 14 mai 1998 aux zones de police pluricommunales et modifier, le cas échéant, les dispositions de cette ordonnance qui organisent des mécanismes de tutelle spéciale, tels que la tutelle d'approbation.

Toutefois, comme il résulte de l'arrêté royal du 28 avril 2000 déterminant la délimitation du territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale en zones de police, que toutes les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale seront pluricommunales, on peut actuellement, sans inconvénient, organiser dans un texte autonome, la tutelle administrative ordinaire sur les zones de police pluricommunales. Cette méthode législative présenterait l'avantage de ne pas alourdir le texte de l'ordonnance du 14 mai 1998.

En conclusion, si l'auteur du projet souhaite organiser des mécanismes de tutelle spéciale pour les actes pris par les communes en matière d'organisation et de gestion du corps de police locale, afin de rencontrer dès à

.../...

présent l'hypothèse où l'arrêté royal du 28 avril 2000, précité, serait modifié dans le sens d'une division de certaines des zones de police pluricommunales existantes en zones de police uncommunales, il optera pour une modification de l'ordonnance du 14 mai 1998 (6).

Dans le cas contraire, il convient de restreindre le champ d'application de l'ordonnance en projet aux seules zones de police pluricommunales.

Les observations particulières qui suivent partent de l'hypothèse que c'est cette dernière option qui est retenue (7). Si l'auteur du projet devait faire le choix d'une ordonnance étendant le champ d'application de l'ordonnance

-
- (6) Certes, dans les zones de police pluricommunales, les communes ne sont pas, en tant que telles, privées de toute compétence dans la matière en question. Ces compétences se limitent toutefois, d'une part, à l'élection du conseil de police, et d'autre part à la détermination de la dotation communale à la zone de police. En ce qui concerne l'élection du conseil de police, un recours juridictionnel est organisé par la loi du 2 avril 2001 modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et modifiant les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973. En ce qui concerne la dotation, elle est inscrite dans les dépenses de chaque budget communal (article 40, alinéa 5, de la loi du 7 décembre 1998), lequel est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle ordinaire par l'article 13, 6°, de l'ordonnance du 14 mai 1998. Une modification de cette dernière pour soumettre ces actes à des procédés de tutelle spéciale ne se justifierait donc pas.
- (7) Il est, en effet, peu probable que l'arrêté royal du 28 avril 2000 soit modifié à court terme dans le sens d'une division des zones de police pluricommunales.

.../...

du 14 mai 1998, le projet doit, en effet, être fondamentalement revu.

Observations particulières

Examen du projet

Préambule

1. Il est d'usage lorsqu'il est fait mention du titre d'un ministre disposant de compétences diverses de n'indiquer que celle en vertu de laquelle il agit.

2. Le Ministre-Président proposant le présent avant-projet d'ordonnance au regard de ses attributions relatives aux pouvoirs locaux, la mention du titre de ce ministre, tant dans le préambule que dans la signature de l'arrêté de présentation, doit se faire par l'indication de sa seule compétence concernant les pouvoirs locaux.

Dispositif

Article 2

Compte tenu des observations générales, l'article 2 doit être rédigé comme suit :

.../...

"Art. 2. La présente ordonnance organise la tutelle administrative ordinaire sur les zones de police pluricommunales."

L'auteur du projet doit modifier les dispositions qui suivent de manière à ce qu'elles visent exclusivement les organes des zones de police pluricommunales, et non les autorités communales.

Article 5

Les mots "non-approbation" doivent être remplacés par le mot "improbation".

Article 6

La division de cette disposition doit être omise, celle-ci ne se justifiant pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa.

Article 13

Il n'y a pas lieu de soumettre à tutelle les actes portant sur "le statut pécuniaire et les échelles de traitements, les indemnités et les allocations [du] personnel" de la police locale.

Le statut pécuniaire du personnel des services de police est, en effet, commun aux membres du personnel de la

.../...

police locale et de la police fédérale et est fixé par l'autorité fédérale. Les autorités locales n'ont pas reçu le pouvoir de fixer d'autres règles dans cette matière.

Il en va de même pour la détermination du financement des pensions.

Article 14

L'article 14 doit être complété en précisant que les décisions de prorogation des délais, visés aux alinéas 1er à 3, doivent également être notifiées aux organes des zones de police pluricommunales avant l'expiration des délais initiaux.

En effet, en vertu du dernier alinéa de l'article 14 du projet, les actes sont réputés approuvés si aucun arrêté n'a été transmis dans les délais prescrits. Il est donc important que les autorités concernées connaissent la durée des délais au cours desquels la décision d'approbation ou d'improbation peut intervenir.

Article 17

Si la présente ordonnance ne comporte aucune disposition précisant la date de son entrée en vigueur, celle-ci entrera en vigueur le dixième jour suivant sa publication au Moniteur belge. Dès lors que l'auteur du texte entend prévoir une autre date pour l'entrée en

.../...

vigueur, il y a lieu de compléter l'article 16 en projet à cette fin.

Observations finales

1. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que les montants sont uniquement exprimés en francs belges.

Il y a lieu de prévoir la conversion de ces montants en euros à partir du 1er janvier 2002. Les montants en francs belges et en euros doivent être mentionnés en toutes lettres.

2. Le texte néerlandais de l'avant-projet d'ordonnance est susceptible d'amélioration. Certaines observations à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Algemene opmerkingen

1. De kwestie van de bevoegdheid van de Gewesten inzake het toezicht op de meergemeentepolitiezones is behandeld in advies nr. 30.508/VR, dat op 16 november 2000 gegeven is over een voorstel van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

In dat advies werd in hoofdzaak geconcludeerd dat de Gewesten bevoegd zijn om het toezicht op handelingen van gemeentelijke instellingen inzake lokale politie te organiseren en uit te oefenen, ook in meergemeentepolitiezones, maar dat die controle niet tot voorwerp kan hebben na te gaan of verplichtingen inzake lokale politie die door de federale overheid worden opgelegd, zijn nagekomen, doordat daarvoor een specifiek toezicht georganiseerd wordt bij de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

2. De ontworpen ordonnantie beoogt, zoals het opschrift en artikel 2 ervan aangeven, een toezicht op de "politiezones" te organiseren, meer bepaald op "de handelingen die inzake de organisatie en het beheer van het lokaal politiekorps door de bevoegde organen van de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden gesteld".

Daardoor wordt in het ontwerp voorbijgegaan aan het fundamenteel onderscheid dat in de voormelde wet van

.../...

7 december 1998 gemaakt wordt tussen de eengemeentezones en de meergemeentezones. Alleen deze laatste beschikken immers over rechtspersoonlijkheid (8). In de eengemeentezones zijn de gemeenteraad, het college van burgemeester en schepenen en de burgemeester de organen die bevoegd zijn voor de organisatie en het beheer van het lokaal politiekorps.

Het begrip "politiezone" heeft dus niet dezelfde inhoud naargelang de zone een of meerdere gemeenten omvat. Het heeft uit organiek oogpunt alleen zin voor de meergemeentezones. De eengemeentezone is gewoon een territoriale omschrijving die, per definitie, overeenstemt met het gemeentelijk grondgebied.

In de eengemeentezone handelen de gemeenteraad, het college van burgemeester en schepenen en de burgemeester derhalve als organen van de gemeente en niet als organen van de "politiezone", ondanks het feit dat de lokale politie, in tegenstelling tot de gemeentepolitie, niet mag worden beschouwd als een aangelegenheid die alleen tot het gemeentelijk belang behoort (9).

(8) Artikel 9, tweede lid, van de wet van 7 december 1998.

(9) Volgens het Arbitragehof is de gemeentepolitie een aangelegenheid die behoorde tot het gemeentelijk belang (arrest nr. 73/88 van 22 december 1988; nr. 18/94 van 3 maart 1994), zodat de federale overheid geen specifiek toezicht kon organiseren. Uit de toelichting en de artikelsgewijze bespreking die voorafgaan aan het wetsvoorstel dat de wet van 7 december 1998 zou worden, blijkt zeer duidelijk dat de lokale politie niet langer een aangelegenheid van louter gemeentelijk belang is (Gedr. St. 1676/1 - 97/98, blz. 43).

Het is bijgevolg niet juist te bepalen, zoals in het opschrift en in artikel 2 van het voorontwerp, dat op de "politiezones" een toezicht wordt georganiseerd. Het toezicht wordt immers uitgeoefend op de gemeenten, in de eengemeentezones, en op de "meergemeentezones", wanneer de zone het grondgebied van meerdere gemeenten omvat.

3. De opmerking die voorafgaat geeft aanleiding tot een andere opmerking, betreffende de samenloop van vormen van toezicht, die in eengemeentezones het gevolg zou zijn van het naast elkaar bestaan van het toezicht dat georganiseerd wordt door het onderhavige voorontwerp en van dat waarin de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet.

Artikel 2 van die ordonnantie bepaalt : "Deze ordonnantie organiseert het gewoon administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest."

Het gewoon administratief toezicht is het toezicht van gemeen recht, namelijk het toezicht dat wordt uitgeoefend wanneer een aangelegenheid uitsluitend van gemeentelijk belang is of wanneer een aangelegenheid tegelijk onder het gemeentelijk belang en een hoger belang ressorteert, zonder dat de bevoegde wetgever een strengere

.../...

controle vanwege de hogere overheid noodzakelijk geacht heeft (10).

Zoals is opgemerkt in het voormelde advies 30.508/VR, heeft het specifiek toezicht dat wordt georganiseerd bij de wet van 7 december 1998 alleen tot doel na te gaan of de bepalingen die door of krachtens die wet zijn uitgevaardigd, worden nageleefd (11). Het dient niet om te verhinderen dat andere wetten worden geschonden of het algemeen belang wordt geschaad.

Bijgevolg kan het bij de ordonnantie van 14 mei 1998 georganiseerde gewoon toezicht toepassing vinden ten aanzien van de handelingen van de gemeenteoverheden die bevoegd zijn voor de organisatie en het beheer van het lokaal politiekorps, voorzover het niet tot doel heeft na te gaan of de bepalingen die door of krachtens de wet van 7 december 1998 zijn uitgevaardigd, worden nageleefd.

Het gewoon toezicht waarin het onderhavige voorontwerp voorziet, zou dus een doublure zijn van het toezicht dat georganiseerd wordt door de ordonnantie van 14 mei 1998, in zoverre het zou gelden in de gemeenten waarvan het grondgebied op zich alleen een politiezone vormt.

(10) Zie in dezelfde zin de toelichtingen die voorafgaan aan het wetsvoorstel dat de wet van 7 december 1998 geworden is, alsmede de verwijzingen naar de rechtsleer en de rechtspraak die in de toelichting worden vermeld (Gedr. St., 1676/1 - 97/98, blz. 40).

(11) Artikelen 66 (voor het goedkeuringstoezicht), 87, § 1, (voor het algemeen toezicht), en 89, eerste lid (voor het dwangtoezicht), van de wet van 7 december 1998.

De overwegingen die voorafgaan staan er weliswaar niet aan in de weg dat het Gewest een specifiek toezicht organiseert op de handelingen die de gemeenten inzake organisatie en beheer van het lokaal politiekorps stellen, voorzover dat niet het toezicht overlapt dat door de federale overheid georganiseerd wordt. Een dergelijke subsidiaire bevoegdheid wordt immers toegekend aan de Gewesten, te weten bij artikel 7, eerste lid, b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

In dat geval zou het specifiek toezicht primeren op het door de ordonnantie van 14 mei 1998 georganiseerde toezicht.

Doordat het gewoon toezicht, zoals hierboven erop gewezen is, het toezicht van gemeen recht is, is het hoe dan ook niet denkbaar dat dezelfde overheden onderworpen zouden worden aan twee afzonderlijke wetgevingen die elk een gewoon toezicht organiseren.

4. De ordonnantie van 14 mei 1998 is alleen van toepassing op de gemeentelijke instellingen in strikte zin, en niet op de gedecentraliseerde gemeentelijke instellingen, zoals de autonome gemeentebedrijven (12). Ze is dus evenmin van toepassing op de meergemeentepolitiezones.

(12) Zie in deze zin C. Molitor en A. Falys, *La tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale*, C.P.D.K., 2000, blz. 77.

Het Gewest zou in een leemte voorzien door voor die zones het gewoon toezicht te organiseren.

Te dien einde heeft de gewestwetgever de keuze tussen twee mogelijkheden.

Ofwel breidt hij de werkingssfeer *ratione personae* van de ordonnantie van 14 mei 1998 uit tot de meergemeentepolitiezones, ofwel onderwerpt hij de meergemeentepolitiezones aan een afzonderlijke regeling inzake gewoon toezicht.

Doordat de gemeenteraden en de colleges van burgemeester en schepenen reeds aan een regeling inzake gewoon toezicht onderworpen zijn, is het daarentegen moeilijk denkbaar dat dezelfde bepalingen tegelijkertijd tot doel zouden hebben een specifiek toezicht op de gemeenten en het gewoon toezicht op de meergemeentepolitiezones te organiseren.

Om de handelingen die inzake organisatie en beheer van het lokaal politiekorps gesteld worden, ongeacht of die uitgaan van de gemeenten of van de meergemeentepolitiezones, te onderwerpen aan dezelfde controleregels, is het in principe beter de werkingssfeer van de ordonnantie van 14 mei 1998 uit te breiden tot de meergemeentepolitiezones en in voorkomend geval de bepalingen van die ordonnantie die mechanismen inzake bijzonder toezicht organiseren, zoals het goedkeuringstoezicht, te wijzigen.

Aangezien echter uit het koninklijk besluit van 28 april 2000 houdende de indeling van het grondgebied van

.../...

het administratief arrondissement van Brussel Hoofdstad in politiezones blijkt dat alle politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest meergemeentepolitiezones zijn, kan thans zonder bezwaar in een op zich staande regeling het gewoon administratief toezicht op de meergemeentepolitiezones worden georganiseerd. Deze wetgevingsmethode biedt het voordeel dat de tekst van de ordonnantie van 14 mei 1998 niet verzwaaard wordt.

Ten slotte dient de steller van het ontwerp te opteren voor een wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998, indien hij voor de handelingen die de gemeenten stellen inzake organisatie en beheer van het lokaal politiekorps mechanismen inzake bijzonder toezicht wenst te organiseren, om nu reeds rekening te houden met het geval waarin het voormelde koninklijk besluit van 28 april 2000 in die zin zou worden gewijzigd dat bepaalde bestaande meergemeentepolitiezones ingedeeld worden in eengemeentepolitiezones (13).

-
- (13) Het is weliswaar niet zo dat in de meergemeentepolitiezones de gemeenten als dusdanig geen enkele bevoegdheid hebben wat de betrokken aangelegenheid betreft. Deze bevoegdheden zijn echter beperkt tot de verkiezing van de politieraad enerzijds, en tot de bepaling van de dotatie van de gemeente aan het politiekorps anderzijds. Wat de verkiezing van de politieraad betreft, voorziet de wet van 2 april 2001 tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geeïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, in de mogelijkheid om beroep in te stellen. De dotatie wordt in de uitgaven van elke gemeentebegroting ingeschreven (artikel 40, vijfde lid, van de wet van 7 december 1998). Deze begroting wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de overheid die het gewoon toezicht uitoefent, overeenkomstig artikel 13, 6°, van de ordonnantie van 14 mei 1998. Het zou dus niet gewettigd zijn die ordonnantie te wijzigen om die handelingen te onderwerpen aan bepaalde vormen van bijzonder toezicht.

In het tegenovergestelde geval moet de werkingssfeer van de ontworpen ordonnantie beperkt worden tot de meergemeentepolitiezones.

In de bijzondere opmerkingen die volgen wordt uitgegaan van de veronderstelling dat deze laatste mogelijkheid in aanmerking wordt genomen (14). Indien de steller van het ontwerp opteert voor een ordonnantie waarbij de werkingssfeer van de ordonnantie van 14 mei 1998 wordt uitgebreid, dient het ontwerp immers grondig te worden herzien.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. Het is gebruikelijk bij het vermelden van de titel van een minister die beschikt over verscheidene bevoegdheden alleen de bevoegdheid aan te geven krachtens welke hij optreedt.

2. Daar de Minister-Voorzitter het onderhavige voorontwerp van ordonnantie voordraagt op grond van zijn

(14) Het is immers weinig waarschijnlijk dat het koninklijk besluit van 28 april 2000 op korte termijn wordt gewijzigd in die zin dat het grondgebied in meergemeentepolitiezones wordt ingedeeld.

bevoegdheden inzake de lokale besturen, moet bij de vermelding van de titel van die minister, zowel in de aanhef als in het ondertekeningsformulier van het indieningsbesluit, alleen zijn bevoegdheid inzake de lokale besturen worden aangegeven.

Dispositief

Artikel 2

Rekening houdend met de algemene opmerkingen, moet artikel 2 als volgt geredigeerd worden :

"Art. 2. Deze ordonnantie organiseert het gewoon administratief toezicht op de meergemeentepolitiezones."

De steller van het ontwerp moet de bepalingen die volgen in die zin wijzigen dat ze uitsluitend op de organen van de meergemeentepolitiezones betrekking hebben, en niet op de gemeentelijke overheden.

Artikel 5

In de Franse tekst moet de uitdrukking "non-approbation" worden vervangen door het woord "improbation".

.../...

Artikel 6

De indeling van dit artikel moet vervallen, omdat ze niet gewettigd is wanneer elk van de paragrafen slechts een lid omvat.

Artikel 13

De akten die betrekking hebben op "de bezoldigingsregeling en de weddeschalen, de vergoedingen en de toelagen van (dit) personeel" van de lokale politie hoeven niet aan een toezicht te worden onderworpen.

De bezoldigingsregeling van het personeel van de politiediensten geldt immers zowel voor de personeelsleden van de lokale politie als voor die van de federale politie en wordt vastgesteld door de federale overheid. De lokale overheden hebben niet de bevoegdheid gekregen om in deze aangelegenheid andere regels te bepalen.

Hetzelfde geldt voor de beslissingen inzake de financiering van de pensioenen.

Artikel 14

Artikel 14 moet worden aangevuld met de bepaling dat de beslissingen tot verlenging van de termijnen bedoeld in het eerste tot het derde lid, eveneens ter kennis moeten

.../...

worden gebracht van de organen van de meergemeentepolitiezones vóór het verstrijken van de oorspronkelijke termijnen.

Krachtens het laatste lid van artikel 14 van het ontwerp worden de akten immers geacht goedgekeurd te zijn als van de besluiten geen kennis gegeven is binnen de voorgeschreven termijnen. De betrokken overheden moeten dus de duur van de termijnen kennen waarbinnen de beslissing tot goedkeuring of tot afwijzing genomen kan worden.

Artikel 17

Indien de onderhavige ordonnantie geen enkele bepaling bevat waarin de datum van de inwerkingtreding ervan wordt gepreciseerd, treedt ze in werking de tiende dag na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad. Doordat het de bedoeling van de steller van het ontwerp is een andere datum voor de inwerkingtreding te bepalen, moet het ontwerp artikel 16 te dien einde worden aangevuld.

Slotopmerkingen

1. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat de bedragen alleen in Belgische franken uitgedrukt zijn.

Er dient rekening mee te worden gehouden dat deze bedragen vanaf 1 januari 2002 in euro's omgezet moeten zijn.

.../...

De bedragen in Belgische franken en in euro's moeten voluit worden geschreven.

2. De Nederlandse tekst van het voorontwerp van ordonnantie is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men bijvoorbeeld in artikel 1 "... een aangelegenheid als bedoeld in ...". In de artikelen 3 en 15 vervange men de woorden "tegen een reçu" en "van een reçu" respectievelijk door "tegen ontvangstbewijs" en "van een ontvangstbewijs". In artikel 4 schrijve men "Hemelvaartsdag" met een kleine letter. In artikel 9 daarentegen schrijve men "regering" met een hoofdletter. In het vijfde lid van artikel 9 schrijve men : "De schorsing wordt opgeheven na het verstrijken van ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

B. GLANSDORFF,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. Y. HOUYET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. Y. HOUYET, adjunct-referen-
daris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS